

Des attentats du 7 janvier à ceux du 13 novembre 2015

Cette interview à deux voix a été réalisée par mail pour la revue Phase 2 dont le site est le suivant : <http://www.phase-zwei.org/>

Phase 2. Quelle est la situation de la gauche radicale française après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher les 7 et 9 janvier 2015 et puis après les attentats du 13 novembre 2015 ?

Yves : Il me semble qu'il faut différencier les trois situations.

L'attentat contre *Charlie Hebdo* a créé un clivage immédiat, vu que cet hebdomadaire était déjà considéré depuis une quinzaine d'années par une partie de la gauche et de l'extrême gauche comme étant à la fois «islamophobe», raciste et de moins en moins critique vis-à-vis de la droite. Cette dérive était attribuée notamment à l'évolution politique de Philippe Val qui en fut successivement, le rédacteur en chef, le directeur de la rédaction et le directeur de publication.

La haine qui s'est développée contre *Charlie Hebdo* est liée également à des discussions et à des clivages apparus au sein de l'intelligentsia de gauche et au sein de l'extrême gauche depuis «l'affaire du foulard» en septembre 1989 (trois jeunes filles de 13 et 14 ans avaient voulu porter leur hidjab dans un collège de Creil). La polarisation contre l'islam n'a fait qu'augmenter après les attentats du 11 septembre 2001, la loi contre les signes religieux ostensibles de 2004, etc. Une partie de l'extrême gauche (les trotskistes plus traditionnels de Lutte ouvrière et du Parti ouvrier internationaliste) et la gauche républicaine (une partie du PCF et du PS) a commencé à mettre en avant systématiquement la laïcité et la liberté des femmes pour lutter contre l'influence montante de l'islam dans les quartiers populaires et surtout contre la volonté des Français musulmans de pratiquer leur religion au grand jour. A cela s'est ajouté le thème de la défense de la «liberté d'expression», y compris celle de «blasphémer». *Charlie Hebdo*, journal où les caricatures des religions et les textes provocateurs occupaient une grande place, a été partie prenante de ces discussions et combats-là.

Une autre partie de la gauche, plus fidèle aux conceptions du multiculturalisme, et plus opportuniste vis-à-vis de l'islam politique (notamment dans ce qui est aujourd'hui le Nouveau parti anticapitaliste mais aussi dans la gauche tiers-mondiste type ATTAC ou *Le Monde diplomatique* et la gauche antiraciste comme le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples ou la Ligue des droits de l'homme) a pris position contre une interprétation de la laïcité jugée d'abord sectaire, puis discriminatoire contre les musulmans et enfin raciste et néocoloniale contre les personnes origines du Maghreb ou d'Afrique noire qui se reconnaissent dans l'islam. Ces gens-là ont été dénoncés par *Charlie Hebdo* comme des «islamo-gauchistes»; ces derniers ont à leur tour contre-attaqué en accusant l'hebdomadaire satirique d'être devenu raciste.

Donc pour revenir aux réactions spontanées qui ont eu le 7 et le 8 janvier 2015, elles exprimaient surtout une sidération, une peine profonde, et aucune haine contre l'islam. Elles ont mobilisé environ cent mille personnes dans toute la France, et ne sont pas du même ordre que la manifestation organisée par l'Etat français le 11 janvier 2015, avec la présence de nombreux chefs de gouvernement étrangers, et qui a rassemblé aux alentours de quatre millions de personnes en France. Une partie des «gauchistes» n'ont pas pris la mesure de l'indignation et de l'émotion populaire immédiatement.

Q. Pourrais-tu préciser ce que tu appelles les «gauchistes» ?

Yves : Ce terme a été popularisé par Lénine dans *Le gauchisme, la maladie infantile du communisme* (1920). Son auteur voulait se démarquer de ceux qui s'opposaient à sa politique concernant la participation aux élections et aux syndicats et le soutien aux luttes de libération nationale. Les différents courants de la «gauche» communiste ne partageaient pas tous les mêmes conceptions. Face au reflux de la vague révolutionnaire, l'Internationale communiste prôna des raccourcis tactiques (front unique ouvrier, lettres ouvertes aux dirigeants «réformistes» pour les mettre au pied du mur, etc.) et proposa de construire des partis de masse. Le cycle révolutionnaire terminé et ayant échoué, le terme gauchiste disparut ensuite du vocabulaire.

Il connut une nouvelle jeunesse quand, à partir de 1968, particulièrement en France, le PCF le remit au goût du jour, pour désigner de façon méprisante et condamner tous les groupes situés à sa gauche (quelles que soient leurs divergences entre eux) maoïstes, trotskystes et anarchistes qui osaient, même timidement, remettre en cause son monopole de parti propriétaire de la classe ouvrière et dénonçaient sa

politique de collaboration de classe. Le PCF qualifiait les gauchistes d'«agents de la bourgeoisie», de «suppôts du patronat», d'«extrémistes sans principes» ou plus simplement de «fils à papa». En retour, les militants gauchistes tiraient une fierté du vocable dont les affublait le PCF.

En réalité, les gauchistes de l'après 68 n'avaient rien à voir avec les communistes de gauche des années 1920. Au contraire, ils partageaient les positions de Lénine (élections, luttes de libération nationale, syndicats). Leur critique de l'État (au-delà de sa fonction purement répressive) manquait et manque de profondeur, surtout, comme en France, où l'Etat est toujours paré des vertus de la défense du service public et des acquis «sociaux». Ils réduisaient le capitalisme à la domination des «gros» contre les «petits», ou à la «finance internationale».

En France, l'arrivée de la gauche au pouvoir, en mai 1981, a siphonné une partie des cadres gauchistes attirés par le pouvoir (cabinets ministériels, positions électives, cadres syndicaux et médias). Suite à la fin des régimes capitalistes d'Etat (URSS et Chine), les militants gauchistes sont restés accrochés aux fondements de leurs idéologies. Ils font preuve du même suivisme vis-à-vis des régimes du Sud (Cuba, Venezuela, Nicaragua, Iran, etc.). Face au retrait des grèves ouvrières, ils soutiennent également toutes les luttes partielles et parcellaires (quelles qu'en soient les bases objectives) de la société «civile» qui engendrent perpétuellement des «mouvements» dont les gauchistes ne prennent pas la peine d'analyser les causes, les idées, et l'évolution, appliquant ainsi le principe «tout ce qui bouge est rouge».

En France, il existe trois grands groupes trotskistes (NPA, LO, POI) rassemblant sans doute 5 000 militants (maximum); trois groupes anarchistes ou communistes libertaires (Alternative libertaire, Organisation communiste libertaire et Fédération anarchiste avec peut-être 1 200 militants en tout), et en comptant très large; et plusieurs groupes anarchosyndicalistes (Confédération nationale du travail, CNT-Solidarité ouvrière, CNT-AIT, de quelques centaines ou dizaines de membres chacun voire beaucoup moins), plus des groupes de 10 ou 15 militants trotskistes, ou ultragauches, et enfin des groupes plus ou moins éphémères qui n'ont d'existence et d'ambition que locale.

Le gauchisme représente une mouvance très large et sans unité idéologique même si elle se retrouve sur des thèmes et un langage «branché» communs. Ce sont des gens qui peuvent parcourir de temps en temps les publications et les sites des organisations précitées, mais surtout des journaux comme *Politis* ou *Le Monde diplomatique*. Ils consultent toute sorte de sites «catégoriels» (féministes, antiracistes, anticolonialistes, etc.) en fonction de leurs intérêts. Cette mouvance large commencerait dans doute, dans le contexte allemand, à Die Linke et pourrait aller jusqu'aux autonomes en passant par n'importe quel groupe trotskiste ou maoïste orthodoxe (si vous en avez encore)... Et d'ailleurs on peut aussi englober les «autonomes» français (appelés parfois «anarcho-autonomes», «totos» ou «appelistes»), mouvance aussi vague, sous la catégorie des «gauchistes».

Pour ma part, je dirais qu'un gauchiste est quelqu'un qui construit rarement ses raisonnements à partir de faits précis, d'une stratégie claire et compréhensible par tous, ou d'une activité politique ou syndicale visant à engranger une dynamique révolutionnaire classique de prise du pouvoir. Le gauchisme du XXI^e siècle résulte d'un mélange hybride entre des concepts classiques empruntés au mouvement ouvrier traditionnel (marxisme, anarchisme, trotskisme, léninisme) et d'autres concepts ou références venus des sciences sociales, ou d'idéologies réformistes comme celles dominant le mouvement altermondialiste (écologie, tiers-mondisme, keynésianisme, etc.). Parfois ce sont des militants sexagénaires qui ont modernisé leur langage et ont bricolé une idéologie ad hoc, mais je dirais que ce sont surtout des trentenaires ou des quadragénaires formatés par l'université au cours des vingt dernières années et par les modes militantes... Et cette mouvance englobe parfois aussi les humanitaires de gauche qui s'intéressent aux «sans papiers», ou les associations de quartier qui ont une approche mouvementiste.

Donc pour revenir aux tueries commises au siège de *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015 puis à l'Hyper Cacher de Vincennes le 9 janvier 2015, certains de ces gauchistes ou de ces libertaires ont évidemment eu tendance à amalgamer la manifestation pour l'unité nationale du 11 janvier 2015 (avec des slogans du type «Je suis un policier») et les premières réactions du 7 et du 8 janvier. En effet, ils se sentaient totalement dépassés par l'ampleur de l'émotion, de l'indignation et de la solidarité envers «*Charlie*» et voulaient trouver de bonnes raisons de se dissocier totalement d'un mouvement populaire inédit et assez incompréhensible – si l'on se fie aux critères d'analyse gauchistes classiques.

Les meurtres de l'Hyper Cacher le 9 janvier n'ont pas suscité d'émotion aussi forte que ceux de *Charlie Hebdo* le 7 janvier et n'ont pas du tout réveillé la vigilance nécessaire de l'extrême gauche et des libertaires face au caractère antisémite des meurtres de Coulibaly, tant la polémique faisait rage sur les réseaux sociaux et au sein des organisations, à la fois à propos des assassinats commis à *Charlie*

Hebdo et à propos de la préparation de la manifestation du 11 janvier et du thème de l'unité nationale brandi par tous les partis.

Phase 2 : Pourquoi la question de l'antisémitisme pose-t-elle problème en France ?

Yves : J'ai découvert récemment *Utopia or Auschwitz. Germany's 1968 generation and the Holocaust* (Hurst, 2009) de Hans Kundnani. Il me semble que ce livre, bien qu'il soit consacré à l'Allemagne, donne aussi des clés pour comprendre pourquoi l'extrême gauche et une partie de la gauche françaises ont cessé d'idéaliser Israël comme un pays reposant sur des kibboutz pseudo égalitaires et pourquoi après les victoires des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, et après les défaites du mouvement ouvrier dans les années 1960 et 1970 en Europe, les énergies de la gauche radicale se sont concentrées presque exclusivement sur la Palestine et sur des formes d'antisionisme de plus en plus douteuses. Il faut ajouter que la France abrite la plus importante «communauté» musulmane d'Europe et la plus importante «communauté» juive, et que la composition interne des Juifs de France (après l'arrivée massive des Juifs du Maghreb dans la décennie 1953-1962), leurs pratiques religieuses (avec le renouveau religieux qui concerne toutes les confessions) et leurs rapports avec Israël (après la guerre des Six Jours en 1967) ont profondément changé, ce qui a entraîné aussi une polarisation politique spécifique. Une partie des Juifs de France a décidé d'apparaître dans l'espace public comme une communauté portant des revendications religieuses et politiques (en faveur d'Israël), ce qui marque une rupture avec l'attitude républicaine assimilationniste adoptée par les notables de cette «communauté» depuis l'émancipation des Juifs de France en 1791.

En tout cas, depuis la profanation du cimetière de Carpentras en mai 1990, il n'y a plus jamais eu de manifestation de masse rassemblant la gauche et l'extrême gauche contre l'antisémitisme, comme celle du 14 mai 1990. Il y a eu des manifestations convoquées par les organisations communautaires juives (par exemple au moment du meurtre d'Ilan Halimi le 13 février 2006 après trois semaines de tortures, les organisations d'extrême gauche et une partie des intellectuels multiculturalistes ont décidé qu'il fallait attendre les résultats de l'enquête pour se prononcer – le procès eut lieu trois ans plus tard et montra que les motivations des petits chefs des ravisseurs étaient bien antisémites) mais plus jamais les militants de gauche et d'extrême gauche ne se sont mobilisés massivement contre l'antisémitisme aux côtés des organisations religieuses et politiques juives. Le 19 mars 2012, quand Mohamed Merah est entré dans une école juive à Toulouse et y a tué un professeur, trois enfants de 4, 5 et 7 ans et blessé grièvement un adolescent qui tentait de protéger la petite fille qui sera assassinée par Merah, les organisations d'extrême gauche et bon nombre d'intellectuels de gauche ont dénoncé «l'islamophobie» qui risquait de se développer suite à ces meurtres et n'ont mentionné qu'en passant la dimension antisémite de ces actes ! On a eu un avant-goût de ce qui allait devenir le discours dominant chez les gauchistes en 2015.

Donc pour revenir à ta première question et aux différences entre les attentats des 7 et 9 janvier 2015, et ceux du 13 novembre 2015, ces derniers n'avaient pas de tonalité antisémite spécifique. Même si l'on a appris, plusieurs mois plus tard, qu'en fait tous les salopards qui ont organisé des attentats ces dernières années se connaissaient depuis longtemps (séjours dans les mêmes prisons ou liens créés à cette occasion ; rencontres et entraînements militaires dans d'autres pays ; discussions par l'intermédiaire des réseaux sociaux, etc.) et qu'ils étaient également en contact avec des djihadistes qui avaient déjà voulu organiser un attentat contre le Bataclan en 2009. Il faut rappeler que, à l'époque, cette salle de spectacles était la propriété de plusieurs Français d'origine juive et que cette salle accueillait des galas en l'honneur des gardes-frontières israéliens. Cela avait donné lieu à l'époque à des affiches et des slogans imbéciles comme «L'armée israélienne occupe Paris». Donc, si l'on ne peut écarter que, dans le cerveau embrumé des membres de la djihadosphère, la salle du Bataclan ait été connectée aux «sionistes», à «Israël» et aux «Juifs», la variété des cibles visées dans Paris comme au Stade de France de Saint-Denis le 13 novembre 2015 montre qu'elles n'ont pas été choisies sur des critères antijuifs.

Phase 2 : Jacques, peux-tu nous indiquer ce que tu penses de la situation de la gauche radicale française après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'*Hyper Cacher* les 7 et 9 janvier 2015 et puis après les attentats du 13 novembre 2015 ?

Jacques : La situation après les événements est forcément en partie dépendante de la situation qui prévalait auparavant. On peut la caractériser par une absence de repères théoriques et critiques au sein de la gauche radicale. En effet, la lutte des classes n'y est souvent réaffirmée que sous forme de slogans sans que cela recouvre une pratique en rapport avec le discours.

C'est net chez les trotskistes du NPA ou chez les libertaires dont les thèmes de prédilection ne concernent plus le travail et les luttes au travail, mais les grandes «questions de société» : celle des préférences sexuelles (mouvement LGBT, queer) et des questions de genre; celle du mariage pour tous, celle de la libre prostitution des «travailleuses du sexe», etc., qui tendent à remplacer l'ancienne «question sociale». Mais, il faut avoir le courage de le dire, ces questions divisent aussi profondément l'extrême gauche entre, d'un côté, ceux qui conservent comme référence principale le fil rouge des luttes de classes et le féminisme originel et, de l'autre, ceux qui s'intéressent prioritairement à ce que nous, à *Temps critiques*, appelons les particularismes radicaux. Non seulement cette division affaiblit l'ensemble de nos forces mais elle nous isole encore plus car ces nouvelles questions n'intéressent guère que les personnes issues des classes moyennes diplômées, très peu les fractions populaires.

Ce manque d'unité est encore renforcé par la plus grande confusion face aux sujets politiques les plus brûlants avec parfois des alliances contre nature entre groupes d'extrême gauche et groupes d'extrême droite sur le souverainisme anti-européen, l'anti-américanisme, un antisionisme tournant parfois à l'antisémitisme à travers la démonisation de la finance, etc.) qui se tissent sur le terrain (manifestations et réunions communes).

Ce sont ces positions qui sont taxées de populisme par les politiciens, les experts de la politique et les médias officiels. Pour ma part, j'entends par populisme des tendances ou courants qui ont encore le peuple comme référence, celui-ci englobant non seulement les ouvriers et employés, mais les paysans et les petits artisans et commerçants, en dehors donc de tout caractère de classe précis et bien évidemment de toute idée de lutte de classes. Ce qui souderait ce peuple, ce sont des valeurs et mode de vie traditionnels qui seraient caractéristiques de la France.

Ceux qui sont renvoyés à cette catégorie politique (eux-mêmes ne s'en réclament pas) ont pour référence négative les élites, l'oligarchie, le mondialisme et ils opposent à la France d'en haut, celle d'en bas, la «France réelle» comme dit le Front National.

Ces populistes sont pour la plupart nationalistes car ils associent le plus souvent peuple et nation. En fait, ce n'est pas un nationalisme au sens historique du terme, belliciste le cas échéant, mais plutôt un souverainisme qui voudrait que l'Etat national retrouve son efficacité et son indépendance d'avant la mondialisation/globalisation capitaliste. Il est sous-tendu par le poids de l'histoire nationale avec la révolution française et son hymne aux paroles révolutionnaires ; par l'image aussi d'une République qui a eu à lutter contre une Eglise royaliste à travers un combat anticlérical cimenté et institutionnalisé dans le principe de laïcité.

Sur ces bases, ce populisme souverainiste s'exprime aussi bien au sein de forces politiques classées à droite et à l'extrême droite que dans d'autres classées à gauche et même à la gauche de la gauche.

Par ailleurs, le développement d'un populisme plus ou moins nationaliste, d'une part, et d'un militantisme islamiste radical, de l'autre, n'a pas été perçu avec toute l'acuité nécessaire et n'a donc pas conduit à une réflexion critique suffisamment publique et d'importance qui reconnaîtrait les insuffisances des analyses révolutionnaires quant aux questions de la nation et de la religion. En effet, ces deux concepts et bien évidemment les réalités qui leur correspondent ont été supposés «dépassés», par les théories révolutionnaires à travers l'internationalisme prolétarien d'une part, dont l'échec cinglant en 1914 aurait déjà dû servir de révélateur, et un processus général de rationalisation jugé globalement progressiste et donc positif d'autre part. Ce processus de rationalisation entamé dès le début du XX^e siècle (cf. Max Weber) s'est amplifié depuis dans toute la société autour des valeurs de «progrès», de la croyance en la science et cela a concerné toutes les classes de la société, y compris la classe ouvrière qui a adhéré à cette vision progressiste du monde. Le processus d'individualisation, la société de consommation, les valeurs à la fois matérialistes et hédonistes ont suivi les transformations du capital, la production de masse et le fordisme, la tendance au «village mondial», diluant ou repoussant les anciennes valeurs ou références religieuses et nationales. Les transformations idéologiques sont allées de pair avec les transformations des rapports sociaux de production et les classes moyennes sont devenues le pivot de ces transformations, imposant de fait la centralité des questions sociétales par

rapport à l'ancienne question sociale.

Mais diluer et repousser n'est pas faire disparaître. Des situations de crise, nationale ou internationale, peuvent faire resurgir ce qui avait disparu du devant de la scène : l'individualisation, l'atomisation, la perte de références peuvent, par contre-tendance, réactiver les identités et croyances anciennes qui ressortent alors sous leur forme originelle ou sous de nouveaux oripeaux : crainte des immigrés trop nombreux et repli sur soi ; défense de valeurs familiales et opposées au «dérèglement des mœurs», projection de la haine contre la finance sur les juifs qui en seraient les représentants, etc.

Il faut absolument tenir compte du fait qu'un dépassement des concepts ne correspond pas à un dépassement réel et que des questions comme celles du rapport individu/communauté et de la tension existant entre ces deux termes ne se règlent pas en un claquement de doigts. Elles resurgissent sous des formes intempestives.

Ces insuffisances de la critique révolutionnaire semblaient de peu d'importance puisque la globalisation/mondialisation d'une part et une sécularisation quasiment achevée (dans les pays de l'Europe occidentale du moins) d'autre part, paraissaient vérifier l'hypothèse du «dépassement». Le moins que l'on puisse dire, c'est que les événements récents ont pris de court les groupes politiques qui ont l'habitude de se prendre pour l'avant-garde organisée de la subversion.

Phase 2 : Quels sont les discours que l'on peut entendre dans la gauche radicale à propos des attentats ? Quelles ont été les différentes évaluations et explications ?

Yves : Il me semble qu'il n'y a pas eu de remise en cause massive des discours de la gauche radicale ou du mouvement libertaire. Grosso modo, chacun a tenté de montrer qu'il avait tout prévu, tout compris et que les événements ne faisaient que confirmer ce qu'il disait depuis des années. Le désarroi était palpable sous les différentes logorrhées en présence, mais je n'ai pas lu beaucoup d'«analyses concrètes d'une situation concrète». Les groupes sont restés sur un terrain très idéologique, comme c'est malheureusement leur habitude.

Par exemple, personne ne s'est intéressé aux nombreuses discussions qui ont eu lieu dans les entreprises et personne n'a essayé d'en restituer le contenu, de montrer comment de nouvelles affinités ou de nouveaux clivages ont pu apparaître entre collègues, spécialement s'ils étaient «musulmans» de culture ou de religion. L'extrême gauche a beaucoup évoqué les réflexions racistes, voire les agressions contre des personnes d'origine maghrébine ; elle a dénoncé les descentes de police chez des «musulmans» qui n'avaient rien à se reprocher ; elle a évoqué le cas des enfants ou des adolescents convoqués dans les commissariats sur simple dénonciation d'un enseignant, d'un parent d'élève ou d'un directeur d'école ; mais elle n'a pas voulu tirer les leçons des échanges parfois très vifs, ou du silence prudent observé dans les entreprises. Elle ne s'est pas intéressée aux nombreuses discussions qui ont eu lieu dans les manifestations ou les attroupements de rues en janvier et en novembre 2015, échanges dont les propos racistes ou guerriers étaient absents. Les militants se sont beaucoup polarisés sur les polémiques qui ont fait rage entre les intellectuels médiatiques de gauche, polémiques qui elles-mêmes étaient peu soucieuses de mesurer la nouveauté des événements, à quelques exceptions près.

Jacques : On peut relever plusieurs points communs à ces militants et groupes :

– un refus de l'événement en tant que tel qui conduit à ne parler que de ses causes possibles (c'est globalement le discours des sociologues ... sur lequel s'appuient les militants, faute d'une analyse propre) ou encore à tenter de l'expliquer sans voir sa singularité (cf. par exemple le dernier livre de Franco Berardi, dit «Bifo», *Tueries*, qui met dans le même sac les tueurs de Columbine en 1999, d'Utoya en Norvège en 2011 et de Paris en 2015 à partir d'une analyse psychopathologique du capitalisme). Cela a pour effet de minimiser le caractère politique de ces actes, voire de les justifier implicitement en tant que réactions individuelles à «un corps social déchiqueté par le pouvoir absolu du capitalisme»;

– une analyse plaquée mêlant géopolitique (importation des conflits extérieurs – guerres au Moyen-Orient, Palestine occupée – vers les pays-centres du capitalisme) et simplifications sociopolitiques (quartiers en déshérence, jeunes à la révolte dévoyée, etc.), le tout renvoyant à l'idée que les derniers événements ne sont pas liés à une action politique intrinsèque en provenance de groupes islamistes militants, mais à une simple réaction à quelque chose d'extérieur. C'est une vision très réductrice qui isole à tort, à mon avis, les auteurs des attentats commis sur le sol français, de leurs commanditaires. C'est cette erreur politique, ou ce subterfuge qui permet de trouver des excuses aux terroristes tout en condamnant Daech ou Al-Qaïda. Cette attitude est d'ailleurs cohérente avec le fait de rabattre toujours le religieux sur le social puisque les groupes d'extrême gauche n'ont rien à dire sur la religion en général.

En effet, pour eux, c'est une anomalie, une survivance incongrue, un reste d'irrationalisme dû à

l'arriération de certaines couches de la société ou de certaines régions du monde. C'est quelque chose de dépassé par le mouvement de l'histoire qu'ils conçoivent selon une rectitude toute hégélienne. A la limite, comme les trotskistes, ils peuvent chercher à l'instrumentaliser s'ils arrivent à faire le lien entre religion et pauvreté. Cela a été le cas en Amérique latine avec la théologie de la libération d'origine catholique, c'est le cas aujourd'hui avec l'islam «religion des pauvres». Mais ils ne peuvent comprendre le fait de cette persistance et résurgence de la religion parce que, pour eux, fondamentalement, en bons marxistes orthodoxes, il n'y a que la rationalité, l'intérêt économique et l'argent qui mènent le monde.

Ils ne peuvent donc comprendre la question de la communauté (la *Gemeinschaft*¹), des rapports individu/communauté, la question de la *Gemeinwesen* comme disait Marx ;

– une difficulté à nommer «l'ennemi» par peur de favoriser l'islamophobie, d'être traité soi-même d'islamophobe, d'être qualifié de groupe politique «blanc» par le Parti des indigènes de la république (PIR) et les courants postcoloniaux, ou encore par crainte de perdre le contact avec les jeunes de banlieue.

En fait, ce contact avec les banlieues n'existe pas car la plupart des gauchistes n'y sont pas nés, n'y habitent pas et peu y travaillent. Ils ont à la limite plus de contacts de proximité avec les immigrés de certains quartiers de centre-ville parce qu'ils peuvent y habiter le même type d'appartement non rénové, mais ils ne font que s'y côtoyer, ils ne vivent pas de la même manière et n'ont pas les mêmes habitudes. C'est une grosse différence avec les années 1960/70 où même si les contacts avec les usines étaient difficiles parce que surveillés et réprimés par le syndicat stalinien dominant (la CGT) et le PCF, des contacts existaient avec la jeunesse ouvrière dont une partie habitait encore dans les quartiers ouvriers de la ville et n'était d'ailleurs pas d'origine immigrée extra-européenne à l'époque. On pouvait aussi se rencontrer dans les maisons de la jeunesse et de la culture, ce qui fait qu'en 1968, s'il y a bien eu une séparation entre étudiants et ouvriers, un alliage s'est produit entre jeunesse étudiante et jeunesse ouvrière.

Rien de tout cela aujourd'hui et la peur de perdre le contact est donc en grande partie fantasmée.

Le contact politique n'a d'ailleurs jamais été très important car les émeutes des banlieues, des années 1980 pour les premières jusqu'aux plus récentes de 2005, ont été vues principalement comme le fait du lumpen-prolétariat et il n'y a que quelques mini groupes autonomes qui s'y sont intéressés comme à Vaulx-en-Velin dans la banlieue lyonnaise. Quant à la «marche des beurs» des années 80, elle est restée un peu isolée car premièrement vite récupérée par le PS et les trotskistes dans SOS Racisme et parce qu'elle apparaissait comme une démarche réformiste, pour les droits, etc.

Si contact il y avait c'est donc plutôt un contact social entre adolescents dans les établissements scolaires encore assez mixtes. Cela a animé les grandes luttes lycéennes (et aussi étudiantes) de 1986 avec la mort de Malek Oussekine, en passant par 1994 et la lutte contre le CIP (sorte de contrat-emploi-jeunes sous payé) jusqu'à celle de 2000 contre la réforme des lycées professionnels entre autres. Dans toutes ces luttes, les élèves des collèges techniques et lycées professionnels ou instituts technologiques ont joué un rôle de premier plan et le mouvement était assez unitaire. C'était le mouvement de la jeunesse scolarisée dans son ensemble malgré toutes les différences d'origine et de devenir social. C'est ce qui a changé ensuite avec la diminution du brassage et de la mixité. Paradoxalement, ce phénomène n'est pas imputable à un processus de ghettoïsation des banlieues comme le pensent, ou le disent, les gauchistes qui confondent la France et les Etats-Unis, mais à la «démocratisation» de l'enseignement et au souci électoral des élus locaux qui subissent la pression des parents d'élèves. Cela a entraîné la construction de nombreux lycées en banlieue ... qui sont devenus des lycées pour enfants des banlieues presque exclusivement. Ajouté au développement des activités illégales liées à la drogue et à un militantisme de type salafiste de plus en plus présent, cela a provoqué une coupure qui est apparue, d'abord dans des heurts et «dépouilles» (vols) au sein même des manifestations par des «lascars» de banlieue, ensuite par leur absence complète des mouvements, par sécession en quelque sorte².

Ce peu de contacts, on aurait pu s'en accommoder comme en 1968 quand nous avions peu de contacts avec les ouvriers, mais les violences internes aux manifestations puis l'agressivité des pratiques des islamistes militants, enfin les nouvelles grilles de lecture postcoloniales d'une partie de la gauche

¹ ni le phénomène nazi/fasciste donc, qu'ils ne voient que comme le produit de la domination du «grand capital».

² Ce phénomène de sécession touche principalement les garçons et jeunes hommes, moins les filles et jeunes femmes qui sont moins en échec scolaire et plus actives dans les mouvements.

radicale et même des alternatifs, ont fait que cette question et celle des identités et des particularités est devenue centrale.

D'où le dépit des groupes politiques quand même l'islamophilie opportuniste ne permet pas de «capitaliser» des forces politiques révolutionnaires à partir d'un mécontentement social pourtant palpable.

Il est d'ailleurs remarquable que cette difficulté à nommer l'ennemi soit commune à l'État et à ces «radicaux». Le terme utilisé pour le désigner devient alors «fasciste» ou «fasciste islamiste» sans que la moindre analyse vienne corroborer une quelconque ressemblance avec les différentes formes du fascisme historique. La finalité du propos étant sans doute de rester en territoire politique connu de façon à ne pas avoir à se poser des questions trop déstabilisantes.

Pour résumer sur ce point, ce qui me paraît le plus important c'est que premièrement les événements nous ont tous pris de court et deuxièmement nous ont montré, de façon particulièrement frappante, notre peu de poids dans cette situation et donc le peu de perspective d'intervention. Cela exige déjà une pratique critique et un sens politique pour le comprendre, mais surtout un effort pour l'accepter. C'est ce que les groupes politiques d'extrême gauche ont été incapables de faire.

Leurs «interventions» ont d'abord exprimé un ressentiment du fait que les manifestations qui ont suivi les attentats ont été une réussite et qu'elles ont pu, malgré tout, représenter autre chose qu'une manipulation gouvernementale ou une illusion démocratique. C'est dur de se sentir à contre-courant quand on est un militant !

Elles ont exprimé ensuite une absence totale d'empathie avec les victimes quand elles ont laissé entendre que les journalistes de *Charlie* avaient manifesté des tendances islamophobes depuis longtemps et que, finalement, ils l'avaient bien cherché ; que quatre juifs assassinés c'est rien du tout par rapport à la situation faite aux musulmans (pour le coup, essentialisés), victimes reléguées et discriminées ou par rapport aux enfants palestiniens tués par l'armée israélienne.

Phase 2 : Les attentats ont-ils mené la gauche radicale à changer ses perspectives et/ou ses priorités (par exemple en ce qui concerne l'islam, l'islamophobie, l'antisémitisme, la laïcité et le relativisme culturel) ?

Yves : Pour ma part, j'ai l'impression, comme je l'ai dit au début de cette discussion, que les groupes d'extrême gauche ou anarchistes ou les intellectuels de gauche ou d'extrême gauche n'ont pas vraiment changé de position. Dans la mesure où presque tous ces groupes ou intellectuels ont abandonné les points de repère révolutionnaires classiques et clivants (mise en avant des intérêts spécifiques de la classe ouvrière ; indépendance vis-à-vis de l'appareil d'Etat, des syndicats et des partis réformistes ; stratégie visant à une destruction de tous les Etats ; critique de tous les nationalismes), on assiste à une grande confusion politique qui combine références convenues à telle ou telle tradition révolutionnaire et suivisme vis-à-vis des idéologies réformistes à la mode (postmodernisme, décolonialité, etc.).

La majorité des groupes ont choisi de donner la priorité à la lutte contre le racisme antimusulmans (ce qui les amène à refuser de critiquer l'islam et même les groupes salafistes) ; une minorité de l'extrême gauche ou des libertaires et une bonne partie de la gauche dite républicaine sont plus sensibles à la question de l'antisémitisme (ce qui les pousse souvent à nier qu'il existe le moindre racisme antimusulmans, au nom d'une critique juste de la façon dont les gouvernements réactionnaires des pays «musulmans» et les mouvements islamistes manipulent le concept équivoque d'«islamophobie» ; certains intellectuels de gauche en viennent même à tenir des propos très ambigus sur les immigrés ou les personnes d'origine étrangère vivant en France ou à dénoncer ce qu'ils appellent «l'immigrétisme gauchiste» – en clair à prôner la fermeture des frontières européennes).

La plupart des militants et de plus en plus d'enseignants universitaires en sciences sociales dont l'influence auprès des étudiants n'est pas négligeable, dénoncent la laïcité (républicaine ou pas) comme «bourgeoise» ou «postcoloniale», car ils ont sombré dans le relativisme culturel depuis fort longtemps. Ils ne veulent pas reconnaître que les religions posent un problème dans l'espace public à partir du moment où des courants religieux militants (catholiques, protestants, juifs et musulmans) profitent de la mode identitaire si prisée à l'extrême gauche pour avancer des revendications religieuses spécifiques et imposer certains comportements ou certaines «valeurs» aux non-croyants et aux athées, particulièrement nombreux en France.

Jacques : Nous pouvons comprendre que ceux qui se pensent révolutionnaires sont dépités de se voir renvoyés à leur isolement et à «l'insurrection qui ne vient pas» ou encore à l'absence du prolétariat. On peut juste distinguer parmi les réactions des groupes ou individus ceux qui, comme «L'insurrection qui vient», Rouillan l'ex-militant d'Action Directe ou Alain Badiou, le philosophe militant et médiatique qui

défend encore l'idée du communisme mais sans renier son passé stalinien et maoïste, vont opposer une froideur révolutionnaire à la froideur du capital, ce qui ne permet pas d'ouvrir une brèche vers une révolution à titre humain et ceux qui, par opportunisme, tombent dans une islamophilie sans principe .

Cette islamophilie est d'ailleurs récente. Comme je l'ai déjà dit, jusqu'à l'année 2000, les valeurs traditionnelles de la gauche et les mouvements sociaux, qu'ils soient d'origine étudiante, ou issus des luttes de chômeurs (1998), ou des grèves dures «désespérados» dans les petites et moyennes entreprises en situation de fermeture et de licenciements, restent dans la droite ligne de ce qu'on pourrait appeler un combat de classes parce que, de fait, elles se rattachent encore à une histoire, à un passé, à la question sociale.

Les premiers accrocs se situent quand même déjà dans les années 1980 quand des ouvriers immigrés en grève de chez Citroën font entendre les premières revendications «musulmanes» ; et qu'ensuite, certes à un niveau microscopique, un syndicat libertaire comme la CNT connaît une scission autour du problème de savoir si un syndiqué peut être un croyant pratiquant avec tout ce que cela comporte et induit quand il est musulman.

Je ne pense pas que les causes de cette islamophilie soient à chercher dans une culpabilité postcoloniale spécifiquement française. Elles me semblent plutôt liées, premièrement, à l'assimilation islam-religion des pauvres ; deuxièmement, au déclin de l'universalisme politique qui a subi les attaques des multiculturalistes ou même de ceux qui n'ont de cesse d'attaquer «l'universalisme abstrait» sans aller jusqu'au multiculturalisme (c'est le cas de groupes proches de «l'ultra-gauche» qui découvrent tout à coup les théories postmodernes et intègrent à leur discours classiste traditionnel des morceaux de la théorie du genre et des analyses en termes raciales et ethnicistes) ; enfin, troisièmement, leur anti-impérialisme, par ricochet, les renvoie à des positions propalestiniennes, anti-américaines et plus généralement pro-arabes qui, par extension, deviennent plus islamophiles quand elles font le lien avec la critique postcoloniale.

Depuis qu'ils pensent trouver dans l'islamisme militant un produit de remplacement à leur ancienne eschatologie marxiste, des individus se réclamant de la gauche radicale rejettent toute analyse qui mette en rapport djihadisme offensif – et a fortiori terroriste – et religion musulmane. Pour eux, toutes les causes du phénomène sont extérieures à l'Islam, à ses traditions, à son histoire et à son actualité. Mais c'est un discours très paradoxal puisque, d'un côté, il est dit que l'islam ne peut être considéré comme une force idéologique et politique alors que, de l'autre, il est considéré et parfois même présenté comme la seule religion à ménager parce qu'elle a l'excuse d'être «la religion des pauvres» ! Comme nous l'avons dit précédemment, le religieux est ainsi rabattu sur le social et reste une sorte de boîte noire pour la critique.

Daech et Al-Qaïda ne représenteraient alors que des nouvelles formes de fascisme, d'où le terme «d'islamo-fascisme» employé par nombre de gauchistes. C'est pourtant une énorme contradiction que de ne pas associer islam et islamisme d'un côté et de parler d'islamo-fascisme de l'autre ; mais, comme la plus grande confusion théorique règne, cela n'a rien d'étonnant tant les boussoles révolutionnaires habituelles sont de peu d'utilité sur la question. On procédera donc par facilité. Accoler les deux termes permet que chacun serve de béquille à l'autre. Introduire le qualificatif de fascisme permet seulement de qualifier ce qu'on ne comprend pas (l'islamisme radical) dans un langage militant significatif parce que référé à une forme politique historique connue.

Phase 2 : Est-ce qu'il y avait des clivages ou des polarisations?

Yves : Oui bien sûr. Cela a amené à un niveau individuel ou dans les marges des organisations des discussions très vives, des départs et des engueulades très violentes.

Jacques : Cela a traversé tous les groupes, même les plus informels, car se positionner par rapport à un événement important a d'autres conséquences qu'une simple lutte d'idées sur des points très généraux ou sur des principes. Le fait que ce soit le plus souvent des points généraux qui fondent les positions théoriques permet que les désaccords puissent exister à l'intérieur d'un même groupe ou entre plusieurs groupes qui entretiennent des liens ou alliances. Ces positions générales et théoriques ne correspondent pas à une intervention réelle au sein du rapport social. Ce ne sont que des positions de principe affirmées, pas des prises de position concrètes. Elles ne sont tenables qu'en période calme. Par contre, face à un événement de grande ampleur, l'intervention va tout d'un coup prendre un autre sens, ou avoir une autre portée. Et en général, dans chaque groupe constitué, ce qui doit triompher c'est la position correspondant à la ligne globale. Mais comme l'événement a toujours tendance à bousculer la ligne, la majorité et même la minorité de son côté aussi, vont avoir tendance à extrémiser leur position d'origine qui existait déjà, mais à l'état latent, sans passer par le conflit ouvert.

On peut éclairer cela par l'exemple des féministes allemandes par rapport à ce qui s'est passé à Cologne la nuit de la Saint Sylvestre. Il est bien évident que le feu couvait entre les anciennes féministes historiques et les nouvelles qui se veulent plus radicales ; mais ça restait tenable tant que l'événement n'était pas venu montrer que non, ce n'était plus tenable.

Par rapport et à la différence de ce que dit Yves dans sa réponse à la question précédente, je pense que «les lignes» ont bougé, non pas tant parce que les individus et groupes auraient changé de position fondamentalement, mais parce que les différentes positions se sont radicalisées. Les événements n'ont pas provoqué de prise de distance avec les positions idéologiques d'origine et encore moins de prise de conscience, mais les groupes ont eu tendance à en rajouter, à «extrémiser» leur point de vue pour montrer que ce qui se passait ne faisait que confirmer finalement des prises de position antérieures, alors que le moins qu'on puisse dire c'est que c'était loin d'être évident. Ainsi, les attentats du 7 janvier 2015 touchant les «blasphémateurs» et ceux du 9 janvier touchant les «juifs» confirmaient la nouvelle frontière séparant amis et ennemis depuis que les antagonismes de classes sont de fait passés en arrière-plan. Fracture confirmée par les réactions observées parmi des jeunes de banlieue, de culture ou de religion musulmane, qui ont été nombreux à exprimer (dans les écoles, dans la rue et même dans les médias) qu'ils ne se reconnaissaient pas dans le «Je suis *Charlie*» des manifestations ; et à la marge par une position du type «Ils l'ont bien cherché». Il faut toutefois noter que le «Je ne suis pas *Charlie*» n'a pas concerné que ces seuls jeunes. Cela a aussi touché des jeunes des classes moyennes inférieures, mais vivant en pavillons excentrés (les périphéries plus que les banlieues) et réceptifs aux discours complotistes.

Les réactions au 13 novembre allaient en partie infirmer cela par une condamnation quasi unanime des attentats, y compris parmi les personnes de culture ou de religion musulmane. Du côté des gauchistes et autres libertaires, il fallait changer son fusil d'épaule. Il n'était plus possible d'invoquer la présence du drapeau tricolore dans les manifestations pour marquer sa différence en refusant de participer à ce qui leur apparaissait comme une réaction «blanche» et chauvine. Ils furent comme tétanisés par l'événement comme si le précédent du 7-9 janvier ne laissait pas prévoir de suite, comme si finalement, il n'avait été qu'un règlement de comptes apurant une dette d'honneur des musulmans radicaux contre les humoristes blasphémateurs qui ne respectent rien.

Quant à ceux qui se veulent plus «radicaux», pris de court eux aussi par l'événement, mais ne pouvant soudainement dire aujourd'hui le contraire de ce qu'ils disaient hier, ils en rajoutèrent alors sur l'opposition irréductible entre des jeunes des classes moyennes dont la vie serait vraiment méprisante (ils prendraient la survie pour la vie, comme disaient les situationnistes) et des jeunes de milieux défavorisés dont la vie est méprisée et stigmatisée. D'où des positionnements assez ignobles comme par exemple ceux en provenance de la tendance *L'insurrection qui vient*, ou assez maladroits, d'une grande faiblesse argumentative et politique, comme ceux de l'ex-membre d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, vantant le «courage» en soi des assaillants islamistes, comme s'il n'existait pas aussi des combats douteux.

Ce sont deux exemples d'aveuglement théorique et, de fait, de dénégation de l'événement.

Pour les partisans de *L'Insurrection qui vient*, par exemple, l'affaire tient en peu de choses : la barbarie terroriste n'est pas pire que la barbarie capitaliste (de la part de personnes qui ont un libre accès aux grands médias du pays démocratique où ils vivent, s'expriment librement et luttent cela ne manque pas d'air!) ; la vie des gens ordinaires n'est pas la vraie vie, ce n'est que de la survie. Ils ne méritent donc pas vraiment de vivre et on va surtout pas pleurer leur mort, d'autant que ce qu'ils prennent pour «notre mode de vie» n'est que celui de jeunes «bobos» ou enfants des classes moyennes qui vont tromper l'ennui de leur vie sans intérêt dans les lieux branchés des quartiers «gentrifiés». D'où le mépris comme positionnement politique «radical».

Pour Rouillan, c'est un peu différent, et cela se situe davantage au niveau des tripes que de l'intellect : les terroristes sont courageux car ils sont peu nombreux et ils doivent combattre des milliers de policiers. Rouillan se désintéresse complètement des victimes des attentats car, pour lui aussi, personne n'est innocent, et il n'y a donc pas de coupables non plus. Seul le geste est beau en quelque sorte quand il est porté contre l'État!

Dans les deux cas on a une défense de l'odieux. Pour les partisans de *L'Insurrection qui vient*, ce qui compte, c'est de «choquer le bourgeois» comme on disait il y a presque cent ans, à l'époque où le terme de bourgeois avait encore un sens et où ce dernier pouvait encore être choqué par quelque chose. Pour Rouillan, il s'agit juste de «rester droit dans ses bottes», dans la figure de celui qui ne s'en laisse pas compter parce qu'il a vécu et souffert, ce qui est d'ailleurs vrai.

Dans ces deux cas, l'essentiel est de rester dans le jeu, ou de le faire croire. Ce fut plus facile à partir du moment où, le temps aidant, le récit et l'analyse des événements passèrent au second plan par rapport à la dénonciation de l'état d'urgence qui replaçait l'État en position d'ennemi principal. Ouf ! Enfin quelque chose de connu (comme le fascisme). Comme les partisans de *L'Insurrection qui vient* dépensent une partie de leur énergie à dénoncer les pratiques régaliennes et policières de l'Etat (dénonciation des fichages, empreintes ADN, caméras de surveillance, etc.) à partir de la théorie schmittienne de l'état d'exception, ils n'eurent plus qu'à forcer le trait de façon à en démontrer la validité. Selon cette théorie, les ennemis de l'État ne sont plus essentiellement extérieurs comme dans les guerres conventionnelles, mais le premier ennemi serait un ennemi intérieur ; les partisans de cette hypothèse se réfèrent à ce qui aurait constitué l'exemple le plus récent d'état d'exception en Europe, à savoir l'État italien des «années de plomb». Mais au-delà des différentes interprétations de cette notion schmittienne reprise plus récemment par Agamben dans *Homo Sacer*, il me semble que l'important c'est de ne pas la confondre avec celle d'état d'urgence.

Cette confusion est d'autant plus facile qu'à l'oral on ne peut pas faire de différence entre la majuscule désignant l'État comme institution suprême et la minuscule désignant l'état comme une situation. Et même souvent à l'écrit, on trouve des confusions de ce point de vue-là. Il faut donc être clair là-dessus. Pour le moment nous sommes dans cette seconde situation d'état d'urgence, phase conjoncturelle, qui ne semble pas devoir conduire à la première qui est celle de l'État d'exception.

Je ne développerais pas ici la position de *Temps critiques* sur l'État aujourd'hui dans ce que nous appelons la société capitalisée, mais je dirais simplement que le passage d'un Etat de sa forme principalement d'État-nation à une forme d'État-réseau rend fortement improbable la chose. Le pouvoir en général n'est plus aujourd'hui, depuis la fin des années 70, d'ordre disciplinaire et autoritaire. Il est de contrôle et d'autocontrôle, participatif en quelque sorte et donc assez consensuel, et le rejet des personnels politiques en général ne contredit pas ça mais le confirme à sa manière. Le phénomène actuel des «Nuits debout» nous en fournit un exemple des plus récent.

Les mesures de l'état d'urgence ne sont donc pas exceptionnelles dans une société capitalisée où les antagonismes semblent rabotés pour que rien ne dépasse. Ce sont des mesures traditionnelles de prévention de l'ordre public, des mesures certes liberticides mais qui ne sortent pas de l'ordinaire car elles font partie de tout un arsenal qui, depuis une vingtaine d'années, permet de criminaliser les luttes et leurs protagonistes. Les accusations farfelues de terrorisme contre ceux de Tarnac, les condamnations pour aide aux immigrés clandestins, les assignations à domicile des militants écologistes pour la grande conférence sur le climat en décembre 2015, les condamnations de violences ouvrières et syndicales sur des cadres (par exemple, à Air France en octobre 2015) participent de cette criminalisation, mais cette criminalisation est rendue possible non par l'existence d'un Etat d'exception ou d'une situation d'urgence, mais principalement par la faiblesse des luttes qui isolent les éléments les plus combattifs ... ou les plus aventuristes/avant-gardistes.

On signale quand même des «bavures» en banlieue où des perquisitions violentes avec arrestations ont eu lieu. Il semblerait que la police se soit parfois «lâchée» dans les «zones de non-droit» habituelles en tombant, sous prétexte de terrorisme, sur des délinquants notoires plus ou moins intouchables en temps normal. Il est difficile d'en estimer les conséquences. Certains jeunes de banlieue sont intervenus dans les «Nuits debout» pour raconter ces faits et demander à ce que leur dénonciation soit amplifiée en dehors des «quartiers», mais qu'en a pensé vraiment la population en général de ces quartiers, c'est difficile à dire pour le moment.

Les réactions à l'état d'urgence sont donc globalement restées modérées car il y a un consensus sécuritaire anti-terroriste. On entendit simplement crier au scandale contre les seules mesures qui ont fait véritablement tache, mais qui ne sont finalement pas passées, comme la déchéance de nationalité ou l'inscription de mesures d'urgence dans la Constitution, ou encore l'idée de peines spéciales pour faits de terrorisme. Mais cela s'est fait sans véritable argumentation politique de la part des groupes politiques d'extrême gauche, tout aussi sidérés que le reste de la population, laissant les spécialistes du droit expliquer les dangers de certaines mesures judiciaires si, par effet d'aubaine, elles perduraient hors situation d'état d'urgence. Tous ces manques, tous ces refus d'appréhender le nouveau dans l'événement ne pouvaient conduire qu'au plus grand isolement politique parce que ces groupes politiques n'ont rien d'autre à opposer à l'État et à son état d'urgence. Là encore, cela ne pouvait conduire qu'à des positions extrêmes : opportunistes d'un côté, en direction des «musulmans» (islamophilie contre islamophobie) pour se donner l'impression d'être au moins en phase avec quelque chose ; radicales de l'autre en faisant de la défense de l'odieux et de l'isolement absolu, le critère définitoire de cette radicalité.

C'est contre cet isolement qu'Erri de Luca a voulu lutter avec sa proposition de milices d'autodéfense préventive dans les quartiers. Elle a retenu un temps l'attention parce qu'Erri de Luca venait de passer en procès en Italie pour apologie de sabotage de la ligne de train à grande vitesse Lyon-Turin et que les journaux français le soutenaient plus ou moins ouvertement en relayant son argumentation de défense. Cela résonnait aussi par rapport aux luttes de Notre-Dame-des-Landes et de Sivens. Mais ce que proposait de Luca était ambigu par rapport à l'État, mais surtout décalé et donc artificiel. On ne pouvait plus reproduire une situation qui était celle de l'Italie des «années de plomb» en dehors de son contexte particulier.

Pour conclure, je dirais que le clivage qui me paraît le plus important n'est pas celui qui s'est produit à l'intérieur des groupes, ou entre les groupes de la gauche radicale, mais entre ces groupes d'une part et les individus non organisés politiquement ou non politisés au sens traditionnel du terme d'autre part. Nous avons ainsi été peu nombreux à descendre immédiatement dans la rue les 7 et 8 janvier à l'annonce de la nouvelle par les médias et à rejoindre les lieux de rendez-vous fixés par les réseaux sociaux et non pas par les «organisations». Dans cette mesure, il n'est pas étonnant qu'en même temps que l'État tentait une reprise en main par l'annonce d'une manifestation officielle quelques jours plus tard, les groupes se soient eux aussi évertués à se recréer une légitimité au pôle opposé. N'étant pas à l'avant-garde des manifestations spontanées, il fallait au moins qu'ils se retrouvent à l'avant-garde de la dénonciation de leur récupération politique et étatique dans un sens républicain et nationaliste, au risque de manquer la signification originale de ce mouvement éphémère parce qu'immédiatement dilué dans les manifestations du 11 janvier.

Phase 2 : Quel a été votre parcours politique ?

Yves : J'ai milité dans les mouvements antiracistes et anti-impérialistes dans les années 60, puis dans des groupes d'extrême gauche jusqu'en 1980. J'ai abandonné toute activité politique pendant plus de vingt ans. En 2002 j'ai créé une revue de traduction et de débats, *Ni patrie ni frontières*, qui rassemble des textes des différents courants de l'extrême gauche et du mouvement libertaire autour d'un thème commun, et j'édite aussi des livres d'auteurs généralement marxistes. Les textes se trouvent presque tous sur le portail de revues mondialisme.org. Depuis 2008 je participe activement à un réseau de soutien aux sans papiers.

Jacques : J'ai été un des initiateurs du Mouvement du 22 mars à Lyon en 1968, puis de luttes étudiantes jusqu'en 1972. J'ai participé pendant le même temps au groupe assez informel des *Cahiers de Mai* et à sa pratique de l'enquête ouvrière. J'ai oscillé, tout au long de ces années-là, entre des positions libertaires et communistes radicales sans jamais appartenir à une organisation politique .

J'ai ensuite été un des fondateurs de la revue *Temps critiques* en 1989, revue à laquelle je collabore depuis. Ce n'est pas la revue d'un groupe politique et ses participants proviennent de plusieurs horizons : anarchiste, communiste radical, autogestion, mouvement autonome, Ecole de Francfort, opéraïsme italien.

Le but premier de la revue étant de faire un bilan théorique des vingt années qui avaient précédé, c'est-à-dire de l'ébranlement subversif des années 1967-1978 jusqu'au retournement des années 80 et le début de ce que nous appellerons plus tard «la révolution du capital». Des Allemands (B. Schulze, J. Bruhn, Monika Noll, Ilse Binseil) y ont participé, comme des Italiens (Riccardo d'Este et Alfredo Bonanno).